



**SOMMAIRE**

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192 et A/C.2/L.155) [suite] .....	23
a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1);	
b) Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;	
c) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194);	
d) Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés	

*Président:* M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

**Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192 et A/C.2/L.155) [suite]**

- a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1);**
- b) Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;**
- c) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194);**
- d) Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés**

[Point 25 \*]

**DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)**

1. M. SALAMANCA (Bolivie) annonce que les observations que sa délégation a l'intention de faire porteront sur les première et quatrième subdivisions du point de l'ordre du jour en discussion, à savoir, le financement du développement économique et l'assistance technique. Le financement du développement économique n'est pas un problème d'ordre uniquement économique: c'est un problème international qui influe de façon profonde sur les relations entre les pays industrialisés et les pays insuffisamment développés. Comme le Secrétaire général lui-même l'a reconnu, ce problème est aussi grave que celui de la sécurité collective.

\* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

2. Il existe malheureusement beaucoup de sujets de conflit, beaucoup de cas de pauvreté et d'injustice de par le monde, pour lesquels il est urgent de prendre des mesures. On a suggéré qu'il existait une possibilité de résoudre partiellement ce problème. C'est ainsi que le Conseil économique et social a examiné des propositions concernant l'adoption de mesures fiscales destinées à stimuler l'envoi de capitaux internationaux dans les pays insuffisamment développés. A cet égard, on a fait remarquer que toute résolution adoptée à ce sujet devra contenir des garanties suffisantes contre toute ingérence dans les affaires intérieures des pays insuffisamment développés qui pourrait se produire à la suite de mouvements de capitaux étrangers de ce genre. Une autre solution proposée a été la création d'un fonds spécial pour l'aide aux pays insuffisamment développés. Ces derniers ont toutefois besoin d'autre chose que de simples promesses et il importe d'effectuer les ajustements d'ordre politique, économique et social, devant assurer la stabilité politique qui seule permettra d'attirer les capitaux nécessaires au développement.

3. M. Salamanca remarque que le rapport du comité constitué aux termes de la résolution 416 A (XIV) du Conseil ne sera pas prêt avant le 1er mars 1953. L'institution d'un fonds spécial apparaît donc comme une éventualité assez éloignée et il ne serait pas surprenant, si l'on tient compte des rapports de l'Export-Import Bank, que les capitaux dont on pourra disposer en définitive soient insuffisants.

4. Un grand nombre de pays industrialisés ont indiqué qu'une augmentation des mouvements de capitaux privés rendrait plus aisée la solution des problèmes que doivent résoudre les pays insuffisamment développés, mais, malgré les avantages et les garanties que les pays

insuffisamment développés accordent aux détenteurs de capitaux privés, les capitaux de ce genre n'ont pas été fournis en quantités suffisantes; en outre, dans certains pays, en Bolivie par exemple, les investissements privés tendent à prolonger de grandes injustices économiques et à empêcher le progrès social.

5. Le rapport du Comité d'experts sur les *Mesures à prendre pour le développement économique des pays insuffisamment développés* (E/1986) contient une conclusion qui s'applique à la situation où se trouve la Bolivie. Il y est dit que dans plusieurs pays insuffisamment développés où le pouvoir est concentré entre les mains d'une classe peu nombreuse qui cherche avant tout à conserver ses richesses et ses privilèges, on ne peut espérer d'amélioration sans une révolution sociale qui modifie la répartition de la richesse et du pouvoir. Une telle révolution est en cours en Bolivie.

6. Une question qui présente un intérêt spécial pour les pays producteurs de matières premières est celle des prix. Les fluctuations de prix font que ces pays sont extrêmement vulnérables; elles les rendent tributaires de l'étranger. Un rapport officiel publié aux Etats-Unis d'Amérique souligne la nécessité d'adopter de façon permanente une politique de fixation des prix conforme aux nécessités de la sécurité collective des Etats-Unis et de leurs alliés. Malheureusement, dans la politique suivie en matière de prix, il n'a pas été tenu compte du bien-être des pays producteurs de matières premières, comme le montrent les fluctuations du prix de l'étain en Bolivie. Les pays acheteurs qui se trouvent en mesure de contrôler le marché se désintéressent du bien-être et du droit au progrès des producteurs de matières premières. De la sorte, le problème du rajustement des prix est devenu de plus en plus difficile à résoudre.

7. Le représentant de la Bolivie ne donne ici que de brèves indications sur le problème du financement du développement économique et sa délégation se réserve de présenter ultérieurement d'autres observations à ce sujet.

8. En ce qui concerne l'assistance technique, le Gouvernement de la Bolivie envisage actuellement de donner une portée encore plus grande aux accords d'assistance technique qu'il a conclus avec les Nations Unies. Il demandera peut-être, par exemple, les services d'un plus grand nombre d'experts ainsi que la création d'une école de droit administratif. En raison de la grande richesse dont il dispose en puissance, son pays est l'un de ceux, peu nombreux, qui peuvent, grâce à l'assistance technique, se transformer en très peu de temps.

9. M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) déclare qu'il est facile d'admettre la nécessité de supprimer la pauvreté, la maladie et l'ignorance et de reconnaître que le progrès social et le progrès économique sont des buts souhaitables, mais, fait-il remarquer, il faudra consacrer beaucoup d'attention, d'énergie et d'efforts pour atteindre ces objectifs. Cette tâche a, d'un commun accord, reçu une priorité absolue de la part du Conseil économique et social, des commissions économiques régionales et de la Deuxième Commission, tant en ce qui concerne les débats que les décisions à prendre. Beaucoup de temps et d'efforts lui ont été consacrés. Les résultats se sont concrétisés par les programmes d'assistance technique des Nations Unies et des institutions spécialisées, de la Banque internationale, de l'Administration, du Plan de Colombo, du "quatrième

point" des Etats-Unis d'Amérique et par divers autres programmes communs destinés à accélérer le progrès économique et social des pays insuffisamment développés.

10. Si de grands progrès ont été accomplis, il reste encore beaucoup à faire. Le peuple américain reconnaît depuis longtemps qu'il lui appartient d'aider les peuples à assurer le développement de leurs pays respectifs. Il est convaincu que la sécurité et le progrès qu'il recherche pour lui-même ne pourront jamais être acquis tant que beaucoup d'êtres humains demeurent mal logés, mal vêtus et mal nourris. C'est à cause de cette conviction que le Gouvernement des Etats-Unis a favorisé et continuera de favoriser le progrès social et économique des régions insuffisamment développées par une action pratique fondée sur des accords bilatéraux ainsi que par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

11. On insiste toujours sur le fait que les régions insuffisamment développées doivent disposer de toute urgence de moyens de base dans des domaines tels que les transports, l'énergie, l'agriculture, l'enseignement et la santé publique. Ce sont principalement ces moyens qui doivent permettre une évolution vers des niveaux de vie plus élevés et il est compréhensible que les pays soient impatients de les créer. Il y a cependant lieu de se rappeler qu'en raison de leur nature même, il faut souvent beaucoup de temps pour réunir ces moyens et qu'un certain délai doit encore s'écouler avant qu'ils ne puissent jouer pleinement leur rôle dans l'économie d'un pays, lorsqu'on les a obtenus.

12. Malgré l'importance du financement du développement économique, cette question ne constitue pas toujours la clef du problème. C'est ainsi qu'en matière d'hydraulique et de mise en valeur des terres l'élément limitateur n'est pas le financement, mais la pénurie de techniciens dûment formés. Dans ce domaine, le nombre de savants et d'ingénieurs qualifiés atteint seulement le quart de l'effectif qui serait nécessaire pour exécuter les plans et les projets de mise en valeur des ressources hydrauliques actuellement élaborées. Il reste cependant d'importants problèmes financiers à résoudre et les Nations Unies ont un grand rôle à jouer dans tout système qui sera mis en pratique pour fournir des fonds.

13. Considérant l'efficacité des efforts entrepris jusqu'à présent pour encourager le développement économique, M. Lubin désire envisager tout d'abord la question des investissements, des dons et des prêts. Les données dont on dispose montrent qu'en 1951, près de 2 milliards de dollars de capitaux nouveaux venant de l'étranger ont été fournis aux pays insuffisamment développés par des capitalistes privés, la Banque internationale et des institutions officielles. Au cours des sept dernières années, le Gouvernement des Etats-Unis a fourni environ 6 milliards de dollars en prêts et dons. Ce chiffre ne comprend ni les 635 millions de dollars qu'il a souscrits à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, ni les contributions qu'il a versées à l'Organisation des Nations Unies et aux institutions spécialisées. Au cours des seize derniers mois, l'Export-Import Bank des Etats-Unis a approuvé l'octroi, à titre de prêt aux pays insuffisamment développés, d'un montant supérieur à 200 millions de dollars, ce qui porte à plus de 2.500 millions le total des prêts qu'elle a consenti à ces pays. Entre le mois de juillet 1951 et le mois d'octobre 1952, la Banque internationale a octroyé des prêts d'un montant dépassant

sant 250 millions; ces prêts, destinés à financer des projets de développement dans treize pays insuffisamment développés, ont porté le total des crédits ouverts par la Banque à ce groupe de pays à plus de 600 millions de dollars. Le Congrès des Etats-Unis a ouvert un crédit de 460 millions de dollars pour permettre de poursuivre, au cours du présent exercice financier, le programme de dons destinés à favoriser le développement de l'agriculture et de l'industrie dans ces régions. D'autre part, au cours des cinq dernières années, les pays européens ont investi environ 2 milliards de dollars dans leurs territoires d'outre-mer. Les pays insuffisamment développés ont eux aussi investi des sommes très importantes prélevées sur leurs propres ressources et le volume global de ces investissements dépasse probablement le total des chiffres qui viennent d'être cités.

14. Bien qu'il ne soit pas possible de se faire une idée complète de la situation qui existe dans le monde entier en ce moment, les faits isolés qui sont connus suffisent à indiquer certains des résultats obtenus grâce à ces investissements, aux services d'experts mis à la disposition des pays intéressés et aux efforts déployés par les pays insuffisamment développés eux-mêmes. C'est ainsi qu'en Amérique latine, le produit national brut par habitant a augmenté entre 1946 et 1950 à raison de 3,5 pour 100 par an, alors qu'au cours des cinq années précédentes l'augmentation annuelle n'avait été que de 1,4 pour 100. La production d'énergie électrique dans les pays insuffisamment développés a plus que triplé entre 1929 et 1950. M. Lubin cite des exemples précis qui font ressortir l'augmentation de la production d'énergie électrique intervenue dans l'Inde, au Mexique, aux Philippines et au Brésil, l'accroissement de la production de ciment constaté au Venezuela et au Brésil, et le développement de la production de fer et d'acier au Chili, au Mexique et dans l'Inde.

15. Pour illustrer les progrès réalisés dans les pays insuffisamment développés, M. Lubin indique qu'un programme lancé aux Philippines et financé en partie grâce à un prêt de 20 millions de dollars que l'Export-Import Bank a accordé à ce pays fournira l'énergie électrique nécessaire à l'industrie, ainsi qu'aux travaux d'hydraulique fluviale et d'irrigation dans une vaste partie de l'île de Luzon. A Ceylan, le gouvernement a récemment mis en œuvre un vaste projet combinant des travaux d'hydro-électrique, d'irrigation et de défrichage de la jungle, dont le financement a été assuré jusqu'à présent par les ressources du pays. Au Pakistan, on vient de terminer l'œuvre du réseau d'irrigation du Thal et le barrage du Sind inférieur est presque achevé. Un certain nombre de nouvelles centrales hydro-électriques seront bientôt mises en service et un groupe de nouvelles usines textiles et autres auront commencé à produire en 1953. La Colombie, mettant à profit un prêt de 25 millions de dollars que lui a accordé la Banque internationale, est en train de construire dans la vallée de la Magdalena une ligne de chemin de fer longue de 235 milles qui reliera le réseau ferroviaire de la partie orientale à celui de la partie occidentale du pays. En 1956, des communications rapides et sûres relieront le centre de la Colombie aux ports du Pacifique et de la mer des Antilles. En Irak, les autorités compétentes ont dressé des plans tendant à établir, pour tout le pays, un vaste réseau d'hydraulique fluviale et d'irrigation; ce réseau permettra de combattre les inondations fréquentes et souvent désastreuses causées par

les deux principaux fleuves de l'Irak et d'irriguer environ 9 millions d'acres de terres. Le Mexique a commencé l'exécution d'un programme de six ans tendant à irriguer 2 millions et demi d'acres de terres et il affecte depuis 1946 aux travaux d'irrigation environ 10 pour 100 de son budget national, c'est-à-dire un pourcentage qu'aucun autre pays n'a atteint jusqu'ici. En Thaïlande, à l'entrée du port de Bangkok, on est en train de procéder à des travaux de dragage qui sont les plus importants que le monde ait jamais connus; lorsque cette entreprise sera achevée en 1953, le commerce thaïlandais se trouvera dans une situation beaucoup plus favorable. Le Brésil vient de terminer la construction d'une route qui relie Sao-Paulo à Rio-de-Janeiro et, en abrégant beaucoup la durée du parcours entre ces deux villes, permet une réduction sensible des frais de transport.

16. Le représentant des Etats-Unis tient à faire observer incidemment que les entreprises qu'il vient de mentionner — et qui ne constituent que des exemples choisis au hasard de projets de développements fondamentaux — sont mises en œuvre à une époque où les nations libres sont obligées de consacrer une vaste partie de leurs ressources à leur défense. Les entreprises de cette nature sont surtout financées au moyen d'investissements du secteur public et elles relèvent de plus en plus du domaine des institutions financières de caractère gouvernemental ou intergouvernemental. Cependant, dans les pays qui ne tiennent pas à se soumettre à un contrôle gouvernemental absolu, les entreprises de cet ordre ne peuvent servir qu'à jeter les fondations du développement général de l'économie. Ce n'est que dans la mesure où de telles entreprises encouragent l'effort individuel et l'entreprise privée qu'elles contribuent à fournir aux consommateurs les biens et les services nécessaires. Le développement économique ne se borne pas à une simple mise en œuvre de programmes d'investissements établis par les gouvernements; c'est encore un processus tendant à mobiliser toutes les forces créatrices de la société en vue d'augmenter la production des biens servant à relever le niveau de vie de la population. Chaque pays est libre, bien entendu, de déterminer la nature des institutions dont il se servira pour atteindre cet objectif. L'entreprise privée étrangère jouera son rôle dans tout pays qui se sera montré disposé à l'encourager.

17. Les mouvements de capitaux privés à destination de pays insuffisamment développés ont été modestes, certes, par rapport aux besoins de ces pays, mais il n'en reste pas moins que les investissements directs en provenance des Etats-Unis ont atteint un chiffre record en 1951 et qu'au cours de la période de dix-huit mois qui s'est terminée le 30 juin 1952, ils ont atteint environ un milliard de dollars. D'autre part, ces investissements tendent depuis quelque temps à être de plus en plus diversifiés.

18. Dans certaines occasions, certaines entreprises américaines se sont conduites à l'étranger de façon à éveiller la méfiance. Cependant, ni le Gouvernement des Etats-Unis ni le peuple de ce pays n'ont encouragé ou approuvé de telles pratiques.

19. Pour se faire une idée plus juste des résultats obtenus grâce aux investissements privés, il suffirait de citer des exemples concrets montrant à quel point ces investissements ont contribué à développer et à renforcer l'économie des pays insuffisamment développés. Par contre, au Pérou, la Grace Company, qui appartient

à des Américains, a modernisé ses sucreries et a créé une fabrique de papier et une usine de produits chimiques à Paranonga. Sur les 4.200 travailleurs qu'elle emploie quatre seulement sont des citoyens des Etats-Unis résidant en permanence dans le pays. L'entreprise privée n'a pas seulement apporté des capitaux et des installations modernes dans les pays insuffisamment développés, mais encore elle a fait connaître les techniques à appliquer pour créer de nouvelles usines comme c'est le cas par exemple de l'usine des machines à coudre Singer à Ceylan. Partout où il est possible de le faire, les firmes américaines produisent sur place les machines et les pièces détachées dont ont besoin leurs usines locales. C'est ainsi que International Harvester, par exemple, a créé des usines à cet effet au Brésil et au Mexique.

20. L'entreprise privée d'origine étrangère a bien souvent stimulé le développement économique, en mobilisant des capitaux d'origine locale, car les détenteurs de capitaux locaux participent volontiers aux industries nationales en association avec des compagnies étrangères bien dirigées. L'entreprise COIA au Chili et American Cyanamide dans l'Inde illustrent bien cette tendance. Les investissements privés d'origine étrangère encouragent bien souvent la création sur place de nouvelles industries appelées à fournir les biens et services nécessaires aux entreprises étrangères. C'est ainsi que les commandes placées par International General Electric au Mexique ont provoqué un agrandissement considérable d'une fabrique de meubles mexicaine. Au Venezuela, la Creole Petroleum Company a contribué à relever les salaires de la main-d'œuvre locale, en donnant à ses travailleurs la possibilité de s'instruire; grâce à cette méthode, certains ouvriers, qui n'étaient à l'origine que des manœuvres, occupent maintenant des postes de contremaîtres. Le représentant des Etats-Unis cite enfin l'exemple de la Sears Roebuck Company qui gère actuellement une vingtaine de magasins dans toute l'Amérique latine. A l'origine, presque toutes les marchandises vendues par cette firme à l'étranger étaient fabriquées aux Etats-Unis, mais cette société s'est efforcée de produire sur place et elle fait maintenant fabriquer en Amérique latine par de la main-d'œuvre latino-américaine environ 60 pour 100 des marchandises vendues par elle dans ce continent.

21. Les exemples cités montrent que les investissements privés d'origine étrangère font bénéficier le développement économique de capitaux considérables, apportent les techniques, les connaissances et l'expérience de direction nécessaires pour lancer de nouvelles industries, aident à mobiliser les ressources d'origine locale et mettent à la portée de la population les agréments de la vie civilisée. Tout en rappelant la contribution que les bailleurs de fonds américains ont apportée au développement économique à l'étranger, le représentant des Etats-Unis ne prétend nullement que seuls les investissements américains peuvent aider les pays insuffisamment développés. Il ne faut pas oublier qu'il est d'autres pays qui peuvent investir des capitaux outre-mer. L'Europe occidentale, qui était à l'origine la principale source de capitaux destinés au développement économique, doit reprendre ce rôle. D'autre part, le représentant des Etats-Unis n'a jamais voulu prétendre que les investissements privés pouvaient répondre à tous les besoins des pays insuffisamment développés. Les investissements étrangers ne sauraient remplacer en effet la mobilisation des capitaux d'origine locale, mo-

bilisation qui, en dernière analyse, est d'une importance vitale pour le succès de tout programme de développement. Il est à espérer que la Commission économique pour l'Amérique latine et la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient contribueront à donner une solution à ce problème.

22. Comme on l'a déjà dit à maintes reprises, les Etats-Unis se rendent pleinement compte de l'ampleur de la tâche qu'il reste à accomplir dans le domaine du développement économique des pays insuffisamment développés, ainsi que du fait que ces pays continueront à avoir besoin d'une assistance venue de l'extérieur. Le relèvement économique de l'Europe après la guerre, les programmes de secours d'urgence et d'assistance technique lancés par les Nations Unies, les entreprises coopératives telles que le Plan de Colombo et le programme d'assistance économique et technique offert aux pays insuffisamment développés par les Etats-Unis eux-mêmes font partie intégrante d'une offensive générale et constituent un placement important en faveur de la paix future. Le peuple des Etats-Unis a promis de participer activement à la guerre menée contre le dénuement et la misère et il restera fidèle à cette politique.

23. M. DIAS CARNEIRO (Brésil) dit que sa délégation a demandé à prendre la parole pour la deuxième fois à propos du développement économique, car elle désire présenter sur ce point de l'ordre du jour certaines propositions précises qu'elle fera distribuer plus tard sous la forme d'un projet de résolution.

24. La délégation brésilienne approuve la décision prise par le Conseil économique et social dans la résolution 433 B (XIV) car elle est persuadée que le programme élargi d'assistance technique constitue un moyen efficace de relever le niveau de vie des populations des régions insuffisamment développées. Elle désire répéter qu'à son avis le Bureau de l'assistance technique et le Comité de l'assistance technique devraient suivre de très près les résolutions de l'Assemblée générale relatives à la formation des techniciens locaux dans leurs propres pays et au financement, par des organes de crédit internationaux, de l'achat d'équipement pour l'assistance technique. En ce qui concerne la première question, la formation sur place au moyen d'instructeurs étrangers revient moins cher si les dépenses en sont réglées en devises convertibles; elle offre, d'autre part, l'avantage d'éviter un grand nombre de difficultés d'ordre psychologique et linguistique. Tout en se rendant compte que ce système entraîne certaines difficultés pour les instructeurs envoyés à l'étranger, la délégation brésilienne estime que ces difficultés pourraient en grande partie être surmontées. En ce qui concerne le financement de l'achat de matériel, elle serait heureuse de voir coordonner plus étroitement les activités relevant du programme d'assistance technique avec celles de la Banque internationale en matière de prêts afin d'éviter que l'examen des projets de développement par la Banque ne souffre de retards. Elle estime également que la fourniture d'équipement et de matériel techniques, par exemple de stations expérimentales et de matériel d'enseignement pour les centres de recherche, pourrait constituer une partie essentielle des attributions du fonds spécial dont on propose la création.

25. M. Dias Carneiro estime d'autre part qu'il ne faut pas interpréter le principe de la participation générale comme signifiant que les contributions des pays capables de participer dans une mesure substantielle à l'ex-



pansion du programme doivent être subordonnées aux contributions, en monnaie locale, en nature ou en services, des pays qui ne peuvent pas faire un effort aussi important.

26. Le représentant du Brésil rappelle que, dans sa résolution 416 A (XIV), le Conseil économique et social a proposé de constituer un comité chargé de préparer le plan de création d'un fonds spécial en vue de l'octroi de subventions et de prêts à faible intérêt et à long terme; il indique qu'à ce sujet la délégation brésilienne désire présenter une motion tendant à ce que ce comité ne soit pas chargé seulement de présenter une étude générale des méthodes de financement du développement économique au moyen d'un fonds de ce genre, mais également de faire rapport au Conseil économique et social afin que celui-ci puisse présenter à la huitième session de l'Assemblée générale le texte complet d'un projet de statuts.

27. En présentant une telle motion, la délégation brésilienne modifie l'attitude qu'elle avait adoptée jusqu'à présent au sujet de la création d'un tel fonds, parce qu'elle estime que la thèse selon laquelle le financement du développement économique des pays insuffisamment développés devrait être laissé principalement aux capitaux privés d'origine étrangère et nationale ne tient pas compte des faits, tout au moins au stade du développement économique où les travaux publics constituent l'élément le plus important. Dans les années d'après-guerre, les capitaux privés se sont investis surtout dans l'exploitation des ressources pétrolières et minérales des régions insuffisamment développées et ils ont eu tendance à perpétuer le statut colonial des pays où ils étaient investis. Selon M. Carneiro, tout programme de développement économique doit commencer par l'élimination des obstacles d'ordre administratif, social et organique qui empêchent de réunir les éléments qui conditionnent le développement automatique par formation de capital. Dans la deuxième phase du programme, on doit s'efforcer d'éliminer les goulots d'étranglement et de créer de nouvelles entreprises; mais on ne peut disposer à cet effet de capitaux privés étrangers en raison du manque d'intérêt que ces activités présentent pour les capitalistes et de leur crainte de voir les gouvernements des pays bénéficiaires prendre des mesures dictées par un sentiment nationaliste. A ce stade du développement économique, le fonds spécial dont on propose la création serait d'une très grande utilité.

28. Bien que moins stricte, la Banque internationale continue à n'examiner que des projets particuliers, car il lui est impossible de se dégager complètement des règles qui doivent prévaloir en matière d'investissements basés sur le crédit. Elle ne finance pas les dépenses de capital en monnaie locale: ceci pourrait peut-être rentrer dans les attributions de la société financière internationale dont la création est proposée.

29. Il se pourrait fort bien, lorsque la tension internationale s'apaisera, que, dans les pays économiquement développés, l'épargne ait tendance à dépasser les possibilités d'investissement. Les capitalistes cherchant à placer leur argent pourraient rencontrer dans les pays insuffisamment développés, en même temps qu'un besoin généralisé d'investissements, les obstacles d'ordre administratif, social et organique mentionnés plus haut et l'on pourrait assister, en conséquence, à une recrudescence des tendances impérialistes qui ont jusqu'à présent rendu dans les pays insuffisamment développés les capitaux privés étrangers indésirables en tant que

moyen de financement du développement économique. Dans ces conditions, il est dans l'intérêt des pays développés de commencer dès à présent à éviter les pressions déflationnistes en aidant à créer des conditions qui favoriseraient l'ouverture de marchés futurs pour leurs capitaux en excédent.

30. Tout en approuvant la création d'un fonds spécial en vue de l'octroi de subventions et de prêts à faible intérêt et à long terme, la délégation brésilienne espère que le plan détaillé dont a fait mention l'Assemblée générale dans sa résolution 520 A (VI) ira au-delà de l'analyse économique générale des ressources, des opérations, de l'administration de ce fonds et du contrôle intergouvernemental auquel il sera soumis; sinon, on n'aurait accompli aucun progrès.

31. Tout en approuvant la résolution 416 C (XIV) du Conseil économique et social, M. Dias Carneiro estime que la création de la société financière internationale envisagée doit être subordonnée à la constitution du fonds spécial. Lorsqu'elle fera connaître au Conseil les résultats de son nouvel examen de la question, la Banque internationale devrait donner son avis sur la contribution possible de la société au financement du développement économique et sur la manière dont cette société devrait mener ses opérations. La Banque devrait également donner son avis sur les questions que pose le transfert des bénéfices à cause de l'inconvertibilité générale des devises, sur l'augmentation de la différence entre le prix des matières premières et celui des produits manufacturés et sur la politique des prix imposée par les pays fournisseurs de capitaux à ceux qui les reçoivent en ce qui concerne les exportations de matières premières de ces derniers. La question du transfert risque de nuire à la souplesse des opérations de la société et d'empêcher une utilisation appropriée de la contribution des Etats Membres aux investissements effectués outre-mer.

32. La société pourrait se trouver en présence d'un autre problème: celui du rapatriement des capitaux. L'inflation, la surestimation et l'inconvertibilité des devises, le déficit de la balance des paiements ont amené certains pays insuffisamment développés à appliquer une doctrine juridique fondée sur la nationalité, en vertu de laquelle les capitaux privés investis par des étrangers sont considérés comme capitaux étrangers, alors que les bénéfices réinvestis sont considérés comme capitaux nationaux appartenant à des étrangers. Il est également possible qu'au cours de leur développement économique certains pays insuffisamment développés délimitent des domaines d'investissements et prévoient certaines priorités dans leurs programmes. Cette réglementation des investissements risque de s'opposer à maints égards aux intérêts de la société agissant en tant que capitaliste privé.

33. L'existence de ces problèmes pourrait contraindre la société à demander des garanties aux gouvernements, alors que sa création a précisément pour objet d'éviter cette nécessité. La Banque devrait donc déterminer techniquement dans quelle mesure, à son avis, les dispositions législatives réglementant les importations et la répartition des capitaux étrangers dans les pays qui luttent contre l'inflation et le déséquilibre de la balance des paiements influeraient sur la politique d'investissement de la société. La Banque devrait également étudier la possibilité d'affecter à la société, sous forme de souscriptions, une partie des fonds destinés à d'autres formes d'assistance financière.

34. Comme, dans les pays développés, l'exécution des programmes de défense influe sur les taux d'intérêt et le rendement des investissements d'une manière qui ne favorise pas l'exportation de capitaux vers les pays insuffisamment développés, la Banque devrait comprendre dans son étude une analyse du marché des fonds qui pourraient être obtenus pour être investis dans les pays insuffisamment développés selon le programme de la société. Elle devrait également donner des détails sur le montant des fonds disponibles pour des investissements dans l'industrie des matières premières et dans l'industrie du pétrole, ainsi qu'une estimation des fonds pouvant servir au développement du marché intérieur de ces pays. Elle devrait aussi fournir une évaluation des capitaux disponibles dans les pays insuffisamment développés eux-mêmes. La Banque devrait dire quel est, à son avis, le meilleur moyen de mobiliser l'épargne relativement limitée des pays insuffisamment développés, qui est actuellement thésaurisée, investie dans des biens immobiliers, employée dans des entreprises commerciales, utilisée à des fins de spéculation sur les changes ou investie dans des pays plus développés.

35. Il conviendrait également de tenir compte des rapports entre la société envisagée et les institutions nationales existantes créées pour favoriser le développement économique, et de la coordination des opérations de la société avec les programmes d'assistance technique présents ou futurs. La Banque devrait s'efforcer d'établir une comparaison entre les stimulants prévus par la société pour favoriser la circulation des capitaux étrangers privés et d'autres moyens tels que les stimulants d'ordre fiscal, la possibilité d'assurer les capitaux exportés et les garanties gouvernementales contre l'inconvertibilité.

36. Enfin, la Banque devrait accorder une attention particulière à l'imposition et au contrôle des entreprises privées créées avec l'aide de la société. La délégation brésilienne estime qu'il faudrait considérer les opérations de la société envisagée comme le complément d'autres mesures comme, par exemple, la création du fonds spécial.

37. M. MATES (Yougoslavie) constate avec plaisir que maintes délégations accordent une importance croissante au développement économique des pays insuffisamment développés en tant que facteur essentiel du maintien de la paix dans le monde. Il est généralement reconnu que la paix mondiale ne peut être assurée uniquement par une action politique et qu'il faut également résoudre les problèmes économiques.

38. Les exemples cités par le représentant des Etats-Unis au cours de sa déclaration ne peuvent dissimuler la situation générale qui règne dans les pays insuffisamment développés. Le "Rapport préliminaire du Secrétaire général sur la situation sociale dans le monde" (E/CN.5/267) et d'autres rapports et études de l'Organisation des Nations Unies montrent qu'en dépit des investissements de capitaux privés et autres formes d'assistance, la situation dans les pays insuffisamment développés continue de s'aggraver. Le contraste entre la situation des pays développés et celle des pays insuffisamment développés est dû aux relations économiques et financières internationales qui ont existé dans le passé et aux courants traditionnels de capitaux privés.

39. Il est généralement admis que le développement économique des pays insuffisamment développés est la base la plus solide d'une paix durable et d'une collabo-

ration amicale capables de résister à l'agression et permet seul d'assurer la stabilité économique et la prospérité dans le monde. Le fait d'accélérer le développement économique ne suffit pas à résoudre tous les problèmes économiques qui se posent actuellement, mais peut sans nul doute en faciliter la solution.

40. Il est généralement reconnu que les pays insuffisamment développés doivent, de leur côté, faire tout ce qu'ils peuvent pour activer leur développement économique, mais qu'ils ne peuvent réussir sans une aide appréciable des pays plus développés. La clef du problème est le financement du développement économique. Les pays insuffisamment développés se composent en majeure partie de régions agricoles à population dense. La productivité de l'agriculture est faible, alors que le fort accroissement de la population exigerait une plus grande productivité; pour obtenir ce résultat, il est indispensable de mécaniser la culture et d'assurer le progrès social, ce qui exige des investissements et une augmentation de l'emploi. M. Mates estime que toutes les mesures que l'on pourrait prendre pour se procurer des capitaux nationaux dans un pays insuffisamment développé ne permettraient d'obtenir que 5 à 10 pour 100 du revenu national, alors qu'il faut déjà 3 à 5 pour 100 de ce revenu national pour compenser les effets de l'augmentation de la population.

41. Le développement économique exige que les capitaux investis soient utilisés à bon escient; à cette fin, il faudrait que l'épargne se constitue plus rapidement qu'auparavant, mais il ne peut y avoir d'épargne sans développement économique; c'est là un cercle vicieux. La solution consiste à importer des capitaux étrangers. Il est vain de penser que les pays insuffisamment développés peuvent assurer leur développement économique sans aide de l'étranger ou que les courants traditionnels de capitaux étrangers peuvent résoudre le problème, à moins qu'un changement n'intervienne dans la politique des investissements internationaux. Il faut que tous les pays fassent un effort concerté sous les auspices des Nations Unies, et, à ce propos, M. Mates appelle l'attention de la Commission sur la résolution 520 (VI) de l'Assemblée générale. Le financement international et l'assistance technique, complétés par des mesures sur le plan national, donneraient des résultats d'une grande portée.

42. Le choix de la méthode permettant de combiner les mesures internationales et les mesures nationales constitue l'une des plus grandes difficultés que pose la création du fonds spécial. L'expérience acquise par des institutions internationales comme l'UNRRA, le FISE et l'Administration de l'assistance technique se révélera utile. L'organe international qui sera créé, quel qu'il soit, devra s'abstenir d'imposer sa politique aux pays bénéficiaires; il devra comprendre la nécessité de faire en sorte que les économies nationales des pays insuffisamment développés soient bien équilibrées et que ces pays puissent normalement accéder aux marchés internationaux dans des conditions d'égalité.

43. L'orateur se félicite de l'efficacité du Programme élargi d'assistance technique et souligne l'intérêt que présente son maintien. Les résultats obtenus par le Bureau de l'assistance technique au cours des deux années de son existence ont justifié les espoirs des pays insuffisamment développés. Dans ces conditions, le représentant de la Yougoslavie appuie la proposition du Conseil économique et social visant à accroître les contributions à l'assistance technique et la Yougoslavie con-

tinuera à contribuer. Le Programme élargi favorisera l'augmentation de la productivité dans les régions insuffisamment développées; il ne faut pas oublier toutefois que l'on ne saurait appliquer sans les adapter les méthodes techniques modernes dans les pays insuffisamment développés.

44. Alors que les pays avancés cherchent à économiser leur main-d'œuvre, les pays insuffisamment développés s'efforcent d'employer leurs moyens de production de façon économique. Le représentant de la Yougoslavie espère par conséquent que, dans les études sur les méthodes visant à accroître la productivité, on s'attachera particulièrement à la situation des régions insuffisamment développées. Ce serait une erreur de croire que la seule méthode permettant d'accroître la production consiste à augmenter l'effectif de la main-d'œuvre ou à lui demander un effort plus grand. Les travailleurs ne sont pas seulement des moyens de production, il

faut aussi les considérer comme des êtres humains. L'augmentation de la production dépend aussi largement de l'emploi de méthodes rationnelles; les travailleurs eux-mêmes découvriront vraisemblablement certaines de ces méthodes.

45. En ce qui concerne la résolution 520 (VI) de l'Assemblée générale, le représentant de la Yougoslavie pense que le fonds spécial doit être créé aussitôt que possible, mais il comprend pourquoi le Conseil économique et social désire soumettre la question à un comité pour qu'il en fasse une étude détaillée. Il espère que ce comité sera bientôt constitué pour pouvoir établir son rapport et le présenter au Conseil à sa quinzième session. Par la suite, l'Assemblée générale aura la possibilité d'examiner le rapport du Conseil sur la question, qui l'aidera à élaborer les méthodes propres à renforcer l'économie mondiale.

La séance est levée à 12 h. 40.

